

**Michael A. Strebel, Pedro Araujo,  
Pierre Benz, Claire-Lise Debluë,  
Geoffroy Legentilhomme et André Mach**

---

## **2. Les réseaux de pouvoir des élites urbaines : du local au transnational**

*« Les assemblées générales du Crédit Suisse (CS), les réunions du Parti radical (PLR) et les matchs de football du Grasshopper Club (GC) étaient, à leur apogée, le lieu où les grands noms des Radicaux zurichois se rencontraient et entretenaient leur réseau. L'évolution des trois institutions illustre le déclin de cette ancienne élite. Le CS, dominé depuis longtemps par une nouvelle génération de dirigeants à vocation internationale, disparaît sous l'aile de son ancienne rivale, l'UBS. Le PLR est passé d'une domination totale du gouvernement avec sept conseillers fédéraux à un parti qui pourrait bientôt n'avoir plus qu'un seul siège au Conseil fédéral. Et le champion GC a été entre-temps relégué en deuxième division, avant d'être repris par des investisseurs chinois. »*

Lukas Leuzinger, « Der Niedergang des Zürcher Wirtschaftsfreisinns », *Schweizer Monat*, mai 2023  
(notre traduction).

Le 19 mars 2023, lors d'une conférence de presse diffusée en direct sur la télévision publique suisse, une Saint-galloise, un Fribourgeois, trois Bernois-e-s et un Irlandais scellent le sort du Crédit Suisse (CS), qui a été pendant longtemps l'institution phare des milieux économiques zurichois<sup>1</sup>. Dans les semaines qui suivent, les médias suisses rivalisent de commentaires, tantôt élogieux ou nostalgiques, tantôt dénonciateurs, au sujet des réseaux zurichois, autrefois si influents, qui se sont tissés entre acteurs économiques, politiques (notamment issu du parti libéral-radical), culturels et sportifs pendant la majeure partie du xx<sup>e</sup> siècle. Dans la citation qui ouvre ce chapitre, le journaliste Lukas Leuzinger souligne la perte de pouvoir du *Zürcher Wirtschaftsfreisinn* et cela à trois échelles spatiales: locale (ville) d'abord, mais aussi nationale – perte d'importance des radicaux dans la politique fédérale – et internationale – avec l'arrivée de top managers étrangers au CS et d'investisseurs chinois au sein du club de football Grasshopper. Le cliché trompeur consistant à décrire les élites à l'origine de la débâcle du CS comme des élites globalisées et déracinées, ayant remplacé les élites « autochtones », travailleuses et responsables, a été alimenté bien au-delà de la presse de droite, volontiers libertaire, comme le *Schweizer Monat*<sup>2</sup>.

Pour mieux comprendre et contextualiser ce récit, ce chapitre se focalise sur la présence et les interactions des élites urbaines en analysant l'évolution de leurs réseaux de pouvoir dans la longue durée et à différentes échelles. Comment ces réseaux étaient-ils structurés dans les grandes villes suisses, et comment comprendre leur désintégration progressive? Les réseaux des élites urbaines se sont-ils développés de manière similaire à Bâle, Genève et Zurich? Pour répondre à ces questions, nous prêtons une attention particulière à la « multipositionnalité » des élites urbaines, à savoir leur faculté à occuper simultanément plusieurs

---

<sup>1</sup> Karin Keller-Suter (conseillère fédérale, SG), Alain Berset (conseiller fédéral, FR), Thomas Jordan (président de la BNS, BE), Axel Lehmann (président du CS, BE), Marlene Amstad (présidente de la Finma, BE), et Colm Kelleher (président de l'UBS, Irlande).

<sup>2</sup> Voir par exemple HOSSLI Peter, « Wie Zürich und seiner Elite die Macht abhandengekommen ist », *Sonntagsblick*, 17.04.2023.



**Illustration 2.1** – Zurich, Paradeplatz : l'épicentre de la place bancaire suisse (1989).

**Source :** Baugeschichtliches Archiv/Archives de la construction de la Ville de Zurich (Com\_FC24-8001-01588).

positions de pouvoir dans différentes organisations – par exemple le cumul d'un mandat de dirigeant-e d'entreprise avec celui de député-e. Plus des individus sont multipositionnés, plus les liens entre différentes organisations sont forts. Le développement de ces relations permet la constitution de réseaux denses où des informations peuvent être échangées et une influence mutuelle peut être exercée<sup>3</sup>. Ces réseaux et leurs « chemins courts » peuvent donc favoriser des réactions rapides et une meilleure coordination en temps de crise; en revanche, dans ces

<sup>3</sup> Voir LEMERCIER Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 52-2 (2), 2005, pp. 88-112.

réseaux le pouvoir se concentre entre quelques mains, ce qui favorise tendanciellement le népotisme.

Au cours du xx<sup>e</sup> siècle, les élites urbaines ne sont pas seulement actives dans les entreprises, les lieux de sociabilité et les instances politiques de leur propre ville et région, mais aussi dans certaines commissions ou associations basées dans d'autres régions, qu'elles soient d'envergure nationale ou internationale. Ce chapitre est divisé en trois parties dont chacune analyse l'inscription singulière des élites urbaines dans différentes sphères de pouvoir, à l'échelle locale, nationale et internationale. Comme nous le montrerons, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les élites urbaines maintiennent des réseaux de pouvoir très denses dans leur ville et leur région. Par la suite, depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à la chute du Mur de Berlin, les réseaux urbains s'affaiblissent alors que les élites des différentes villes et régions s'engagent de plus en plus activement à l'échelle nationale. Finalement, depuis la vague de globalisation des années 1990, les villes sont devenues des espaces au sein desquels se mélangent différentes échelles d'activités, du local au global<sup>4</sup>. C'est dans ce contexte que les réseaux de pouvoir dans les villes et au niveau suisse s'affaiblissent depuis les années 2000 – un phénomène qui se manifeste aussi par une diversification des profils des élites, notamment en ce qui concerne leur genre et leurs nationalités<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Sur l'imbrication de ces différentes échelles dans les villes, voir SASSEN Saskia, *La ville globale: New York, Londres, Tokyo, Paris*, Descartes & Cie, 1996 (1990).

<sup>5</sup> Ce chapitre se base en partie sur les articles suivants, issus du projet FNS Sinergia *Local Power Structures and Transnational Connections*: STREBEL Michael A., ANTONIAZZA Baptiste et MACH André, «Getting rid of their ties. The long-term evolution of Swiss elite networks and profiles in the three largest Swiss cities, 1890-2020», *Archiv für Sozialgeschichte* 61, 2021, pp. 161-180; STREBEL Michael A. et MACH André, «From local champions to global players: A long-term perspective on Swiss companies' connections across territorial scales», *Global Networks*, 23(4), 2023, pp. 832-848.

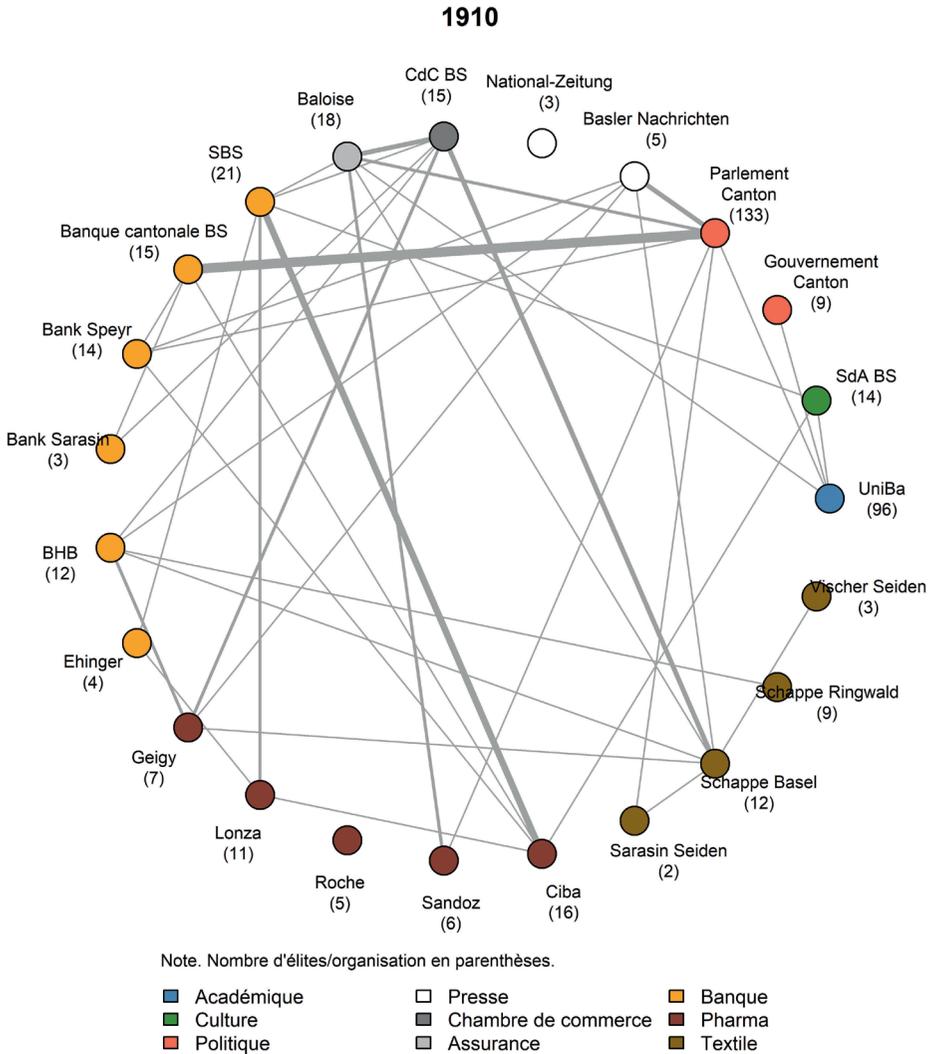
## De l'intégration à la fragmentation : les réseaux de pouvoir locaux

Comment les liens entre économie, politique, science et culture se sont-ils développés dans les grandes villes suisses? Un événement qui s'est produit à Bâle en 1902 illustre de manière frappante l'imbrication des différentes sphères de pouvoir. Des représentants du Parti libéral-conservateur bâlois – dont certains membres des familles patriciennes locales – prennent le contrôle des *Basler Nachrichten*, journal qui avait adopté une ligne éditoriale favorable aux Radicaux depuis les années 1880. Ce coup de force permet aux familles patriciennes, et au Parti libéral qui les représente, de s'emparer d'une importante plate-forme médiatique, qu'ils ne lâcheront plus jusqu'à la fusion des *Basler Nachrichten* avec le *National-Zeitung* pour former la *Basler Zeitung* en 1977.

Cette prise de contrôle d'un organe de presse se reflète dans les structures de pouvoir urbaines. La **Figure 2.1** montre le réseau de pouvoir à Bâle en 1910. Les cinq membres du Conseil d'administration des *Basler Nachrichten* siègent également dans les Conseils d'administration de deux banques, d'une entreprise pharmaceutique en plein essor, d'une entreprise textile établie de longue date ainsi qu'au Grand Conseil. Ces liens avec l'économie et la politique perdurent plus d'un demi-siècle, jusqu'à la fusion du journal en 1977. Deux autres titres de presse, le *Journal de Genève* et la *Neue Zürcher Zeitung*, jouent un rôle similaire pour les élites genevoises et zurichoises et servent de porte-paroles des élites auprès des cercles de pouvoir de ces deux villes. De manière générale, ces liens forts entre organes de presse, grandes entreprises et institutions politiques diminuent au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, de telles prises de contrôle existent toujours comme en atteste le cas du journal *Le Temps*, successeur du *Journal de Genève*, racheté en 2021 par des banquiers privés et plusieurs sociétés philanthropiques comme la Fondation Wilsdorf<sup>6</sup>. Propriétaire de l'entreprise Rolex, cette dernière réunit dans son Conseil de fondation des notables genevois, dont plusieurs membres de familles patriciennes.

<sup>6</sup> CAGÉ Julia, « Pour une gouvernance démocratique et transparente du "Temps" », *Le Temps*, 18.11.2020. En ligne : <<https://www.letemps.ch/opinions/une-gouvernance-democratique-transparente-temps>>.

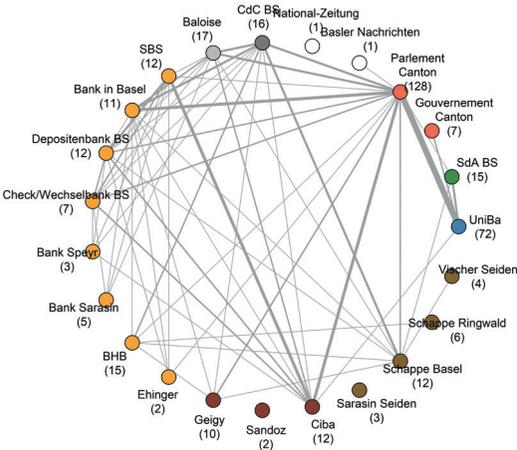
Figure 2.1 – Le réseau des élites bâloises, 1890-2020



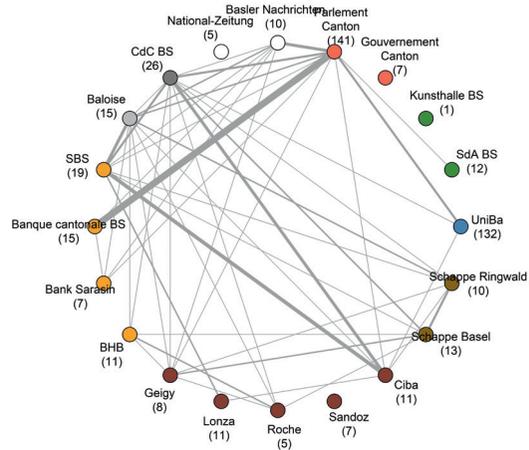
**Note:** les pastilles colorées représentent différentes organisations et institutions – par exemple des entreprises, mais aussi l’université ou certains organes politiques. Les lignes qui les relient représentent les élites qui occupent simultanément une position dans deux organisations. Plus la ligne entre deux organisations est épaisse, plus il y a d’élites qui occupent une position dans un même temps donné dans chacune de ces organisations. Exemple: en 1910, une seule personne occupe à la fois une position dans la direction des *Basler Nachrichten* et de l’entreprise *Geigy* tandis que deux individus sont à la fois députés et membres de la direction des *Basler Nachrichten*.

**Source:** Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

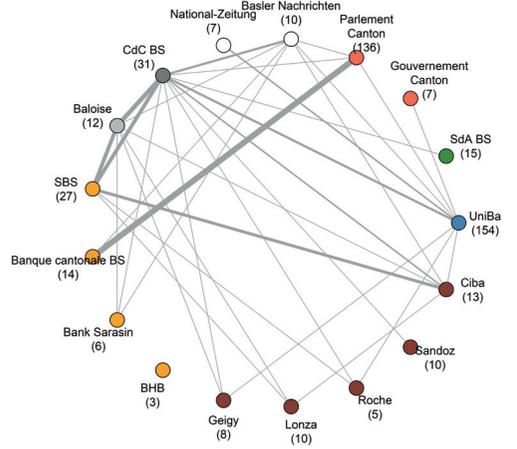
1890



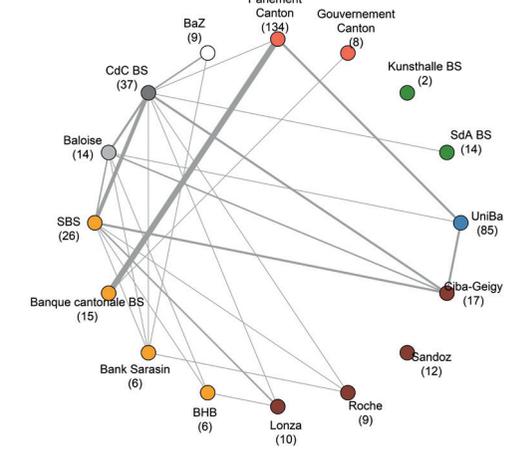
1937



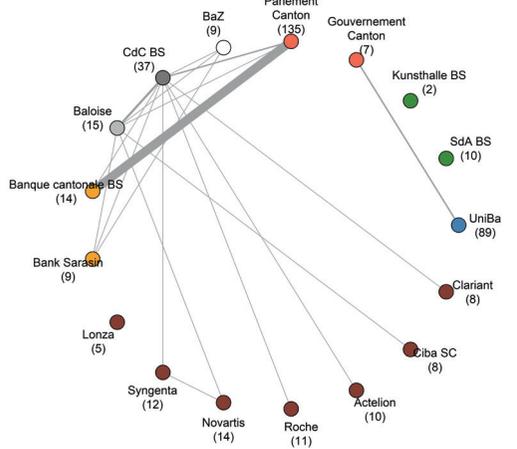
1957



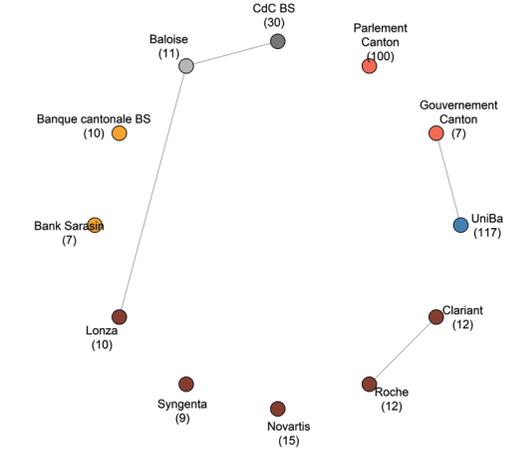
1980



2000



2020



Les directions de ces organes de presse ne représentent toutefois qu'une partie des élites multipositionnées. Ce groupe est surtout composé par des dirigeant·e·s d'entreprise, mais aussi des politicien·ne·s et des professeur·e·s d'université – qui ont marqué de leur empreinte les trois villes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Au fil des décennies, les élites urbaines s'investissent néanmoins de moins en moins dans les institutions de leur ville et de leur région. Jusqu'en 1910, presque 10 % des élites urbaines occupaient une position dans deux sphères de pouvoir de leur ville. Durant l'entre-deux-guerres, ce taux diminue, mais reste stable autour de 5 % pour le reste du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis les années 2000, on assiste à une véritable désintégration des réseaux de pouvoir au sein des villes. En 2020, moins de 1 % des élites urbaines sont multipositionnées. La **Figure 2.1** visualise cette désintégration : les liens entre les différentes institutions de pouvoir bâloises, tissés par la multipositionnalité des élites urbaines, deviennent de plus en plus rares au XXI<sup>e</sup> siècle (pour les réseaux de Genève et de Zurich, voir les **Figures 2.2** et **2.3** en fin de chapitre).

Comment comprendre cette évolution des réseaux de pouvoir locaux ? Pour répondre à cette question, nous allons élargir la focale d'analyse au-delà des villes en observant la manière dont les élites urbaines interagissent avec les sphères de pouvoir à d'autres échelles – nationale et internationale.

## Les élites urbaines dans les réseaux de pouvoir nationaux

Le premier moment de fragmentation des réseaux de pouvoir locaux au début du XX<sup>e</sup> siècle est étroitement lié à l'intégration des élites urbaines dans des organisations d'envergure nationale. Bien que ce phénomène se manifeste déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, il ne se déploie dans toute son ampleur qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'intégration des différentes associations patronales à l'échelle nationale illustre cette dynamique. En 1905, le secrétaire général de la Chambre de commerce de Zurich, Emil Richard (1858-1952), milite pour la création d'une

nouvelle organisation, l'Union centrale des associations patronales suisses (UCAPS). Grâce à une meilleure coordination des différents secteurs industriels, l'UCAPS a vocation à faire face à la « menace » croissante que constitue le mouvement ouvrier, que les milieux patronaux considèrent alors mieux organisé et structuré qu'eux-mêmes au niveau fédéral. C'est dans ce contexte qu'est fondée, en 1908, l'UCAPS – ancêtre de l'actuelle l'Union patronale suisse (UPS). Alors que les institutions politiques et les organisations économiques étaient fortement décentralisées, l'intégration et la coordination nationale de différents acteurs suivent une logique *bottom-up* (de bas en haut). Ce sont les élites des différentes villes et régions qui entreprennent les démarches visant à favoriser la création de réseaux de pouvoir à l'échelle nationale.

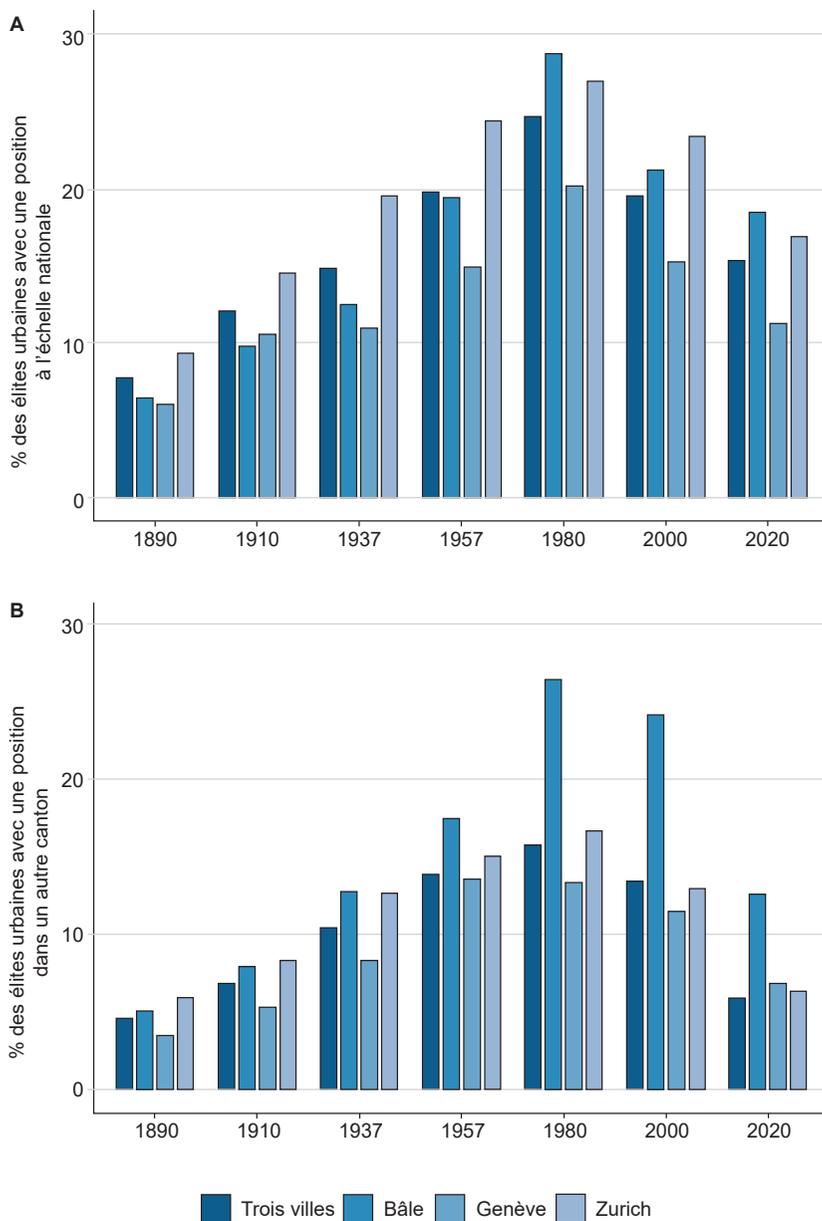
Pour comprendre le rôle des élites urbaines au plan national, la base de données de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS) s'avère particulièrement utile<sup>7</sup>. Deux dimensions de l'intégration nationale des élites urbaines retiennent plus particulièrement notre attention: premièrement, le pourcentage des élites urbaines qui ont un mandat dans une organisation active à l'échelle nationale, comme l'administration fédérale, une association faîtière du patronat ou un syndicat d'envergure nationale (partie A du **Graphique 2.1**); deuxièmement, le pourcentage des élites urbaines qui ont un mandat dans une organisation dont le siège se situe en dehors de leur canton, par exemple un Conseil d'administration d'entreprise, un Conseil d'État ou un Grand Conseil (partie B du **Graphique 2.1**)<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Cette base de données contient plusieurs dizaines de milliers d'enregistrements de personnes actives à l'échelle nationale, notamment les dirigeant-e-s des cent dix plus grandes entreprises suisses, les professeur-e-s des universités et des écoles polytechniques, les hauts fonctionnaires de l'administration fédérale, les principales organisations patronales ainsi que les élu-e-s au Parlement national et au Conseil fédéral. Voir <https://unil.ch/elitessuisses>.

<sup>8</sup> Pour cette analyse, les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne sont considérés comme un seul canton.

**Graphique 2.1 – Intégration nationale des élites urbaines par ville**



**Source:** Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

Le **Graphique 2.1** montre l'évolution de ces deux indicateurs. Il souligne l'augmentation linéaire des élites urbaines multipositionnées à l'échelle nationale et dans d'autres régions depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. En 1980, un quart des élites urbaines occupe une position dans une organisation nationale et environ un cinquième de ce même groupe se retrouve dans une organisation établie dans un autre canton. Pour les cohortes de 2000 et 2020, cette tendance s'inverse avec une diminution du pourcentage de ces deux indicateurs. Ce résultat corrobore une étude antérieure sur les dirigeant·e·s d'entreprises, qui soulignait déjà que ce groupe s'était progressivement retiré des institutions politiques des villes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour devenir de plus en plus actif dans les associations patronales nationales jusque dans les années 1980 (voir aussi **Encadré 5.1**)<sup>9</sup>.

Les élites urbaines semblent avoir effectivement accordé une plus grande importance aux positions de pouvoir à l'échelle nationale vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, cette dynamique d'intégration nationale se manifeste de façon inégale entre les élites bâloises et zurichoises, d'un côté, et les élites genevoises, de l'autre. Ces dernières sont nettement moins intégrées dans les réseaux de pouvoir nationaux que leurs homologues alémaniques. Alors que la plus forte présence des élites zurichoises peut s'expliquer en partie par le poids démographique et économique de cette région, les villes de Bâle et Genève sont comparables sur ces deux dimensions (voir **Repère 1**). La plus faible présence des élites genevoises est donc probablement due à la position «périphérique» de la ville de Genève dans le système économique et politique suisse.

---

<sup>9</sup> STREBEL et MACH, «From local champions to global players», 2023.

## Encadré 2.1 – Les profils des élites multipositionnées

Qui sont les personnes qui occupent plusieurs positions dans les différentes institutions de pouvoir dans les villes? De manière générale, les élites multipositionnées sont des hommes âgés de cinquante à soixante ans et à l'apogée de leur carrière professionnelle. Selon la période, l'homme archétype de l'élite multipositionnée est issu d'une famille patricienne de sa ville (1890-1910), il est officier de l'armée suisse (1937-1980), ou encore dispose d'un diplôme universitaire (2000-2020); si ces seuls critères ne suffisent à l'identifier à une élite, ils n'en constituent pas moins des composants significatifs.

À la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les réseaux de pouvoir sont encore structurés autour des familles patriciennes. Issu d'une famille genevoise de premier plan, Ernest Pictet-Fuzier-Cayla (1829-1909) fait par exemple un apprentissage bancaire à Liverpool avant de devenir partenaire au sein de la banque privée Pictet. À côté de ses engagements dans différentes banques genevoises, Ernest Pictet participe à la fondation de la Chambre de commerce et de l'industrie de Genève. Il est aussi député au Grand Conseil sous l'étiquette du Parti libéral-conservateur. Membre du Parlement fédéral, Pictet est enfin co-fondateur en 1870 de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), ancêtre d'économiesuisse.

Depuis l'entre-deux-guerres – et jusqu'à la chute du Mur de Berlin –, les réseaux de pouvoir des villes ainsi que les réseaux qui se sont développés à l'échelle nationale sont dominés par des Suisses qui font carrière dans l'armée et sont par ailleurs souvent proches du Parti radical (aujourd'hui: PLR). Fritz Gerber (1929-2020) est une figure phare de cette période. Originaire de la campagne bernoise et d'extraction modeste, Gerber étudie le droit à l'Université de Berne et accède au grade de colonel. Durant les années 1980, il est à la fois président de la Zurich Assurance et de l'entreprise chimique bâloise Roche, ainsi que membre de Conseils d'administration de nombreuses autres entreprises. Domicilié dans l'opulente *Goldküste*, qui borde la rive est du lac de Zurich (voir **Chapitres 3 et 9**), il est aussi impliqué dans des institutions clés, tels la Chambre de commerce, la Société des beaux-arts (*Kunstgesellschaft*) ou encore le *Rotary club*.

La fin du XX<sup>e</sup> et le début du XXI<sup>e</sup> siècle sont caractérisés par une diversification relative des élites multipositionnées. Alors que le pourcentage des élites urbaines cumulant plusieurs positions de pouvoir diminue fortement depuis 2000, des femmes commencent à intégrer les cercles les plus exclusifs du pouvoir. La politique constitue alors l'une

des principales portes d'entrée pour ces femmes, comme c'est le cas pour Martine Brunschwig-Graf (\*1950). Après une enfance et des études en économie à Fribourg, Brunschwig-Graf travaille pour l'antenne romande de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES, qui sera intégrée en 2000 dans *economiesuisse*) à Genève où elle devient d'abord députée puis conseillère d'État pour le Parti libéral. Elle s'implique ensuite dans d'autres organisations de la ville – membre du *Rotary*, elle fait aussi partie du Conseil de la fondation Wilsdorf. Éluë au Conseil national, Brunschwig-Graf siège dans plusieurs organisations d'envergure nationale comme la Société suisse de Radio-diffusion et de télévision (SSR) ou encore Pro Senectute.

Parmi les élites qui ont un mandat dans une organisation d'un autre canton (partie B du **Graphique 2.1**), les élites bâloises se démarquent par leur forte implication. La différence entre Bâle et Zurich peut s'expliquer par le fait que beaucoup d'entreprises d'ampleur nationale sont établies et ont leur siège dans le canton de Zurich (voir **Repère 1**). Une partie significative des plus grandes entreprises suisses est donc établie sur le territoire zurichois. Par conséquent, les élites zurichoises peuvent être considérées comme les plus puissantes au niveau national : avoir un mandat dans une grande entreprise zurichoise correspond par extension à occuper une fonction dans une grande entreprise suisse.

En résumé, l'intégration nationale des élites urbaines au cours du xx<sup>e</sup> siècle constitue un élément d'explication de l'affaiblissement des réseaux de pouvoir des villes depuis l'entre-deux-guerres. Mais si les élites urbaines semblent avoir redéfini leurs priorités en s'intégrant dans les réseaux de pouvoir nationaux au détriment des réseaux locaux, qu'en est-il de leur implication sur le plan international ?

## **L'internationalisation des élites urbaines : deux vagues de « globalisation »**

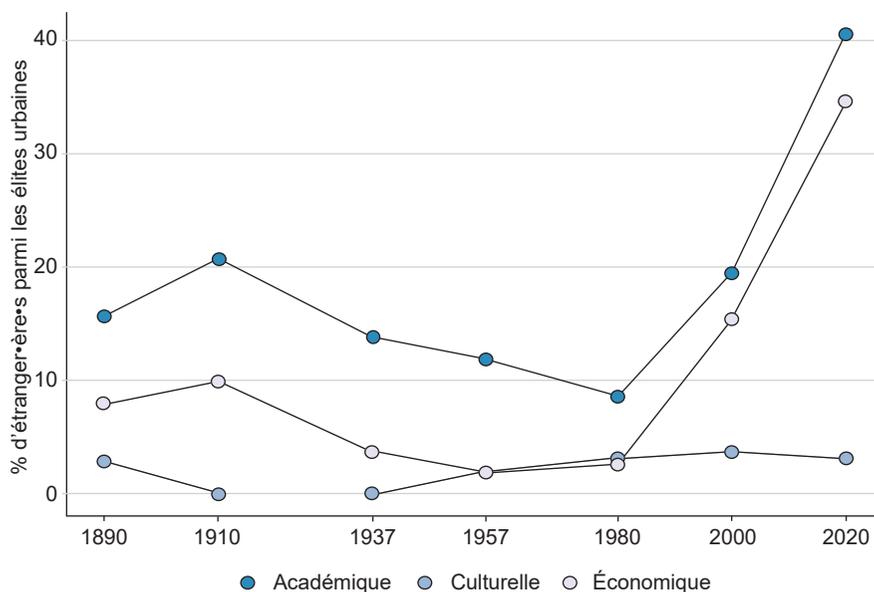
Le deuxième moment de fragmentation et de désintégration des réseaux locaux au début du xxi<sup>e</sup> siècle coïncide avec la vague plus récente de « globalisation ». À partir des années 1990, les grandes villes suisses traversent

une période d'accélération en ce qui concerne l'internationalisation de leur économie et de leur population : les grandes entreprises deviennent de plus en plus actives sur le plan global et, surtout, s'ouvrent à des investisseurs internationaux ; en parallèle, la population d'origine étrangère continue d'augmenter. Pour autant, le phénomène n'est pas nouveau : entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre mondiale, une première vague de « globalisation » avait traversé le monde.

En l'absence d'informations systématiques sur les mandats et les positions que les élites urbaines occupent dans des organisations et des lieux de pouvoir à l'échelle internationale, cette dernière partie se focalise sur leur nationalité. Malgré ses limites, ce critère livre une indication sur l'origine et l'ancrage de l'individu concerné dans une certaine région. Une élite de nationalité étrangère est probablement moins ancrée dans une ville qu'un-e descendant-e d'une famille patricienne, présent-e dans cette même ville depuis parfois plusieurs siècles (voir **Chapitre 1**). Par conséquent, les élites d'origine étrangère sont en général moins impliquées dans les réseaux de pouvoir d'une ville, d'une région, ou d'un pays que les « autochtones » – soit parce qu'elles sont moins intéressées à en faire partie, soit parce qu'elles sont moins bien intégrées, voire mises à l'écart, par les élites urbaines en place. Bien entendu, ce constat n'empêche pas que des personnes d'origine étrangère puissent s'intégrer dans des réseaux locaux et que certaines d'entre elles jouent un rôle important à l'échelle locale.

Le **Graphique 2.2** montre l'évolution du pourcentage des ressortissant-e-s étranger-ère-s parmi les élites urbaines pour trois des quatre sphères de pouvoir depuis 1890. Les élites politiques n'y sont pas représentées, car elles sont toutes de nationalité suisse. Pour les élites économiques et académiques, nous observons un premier pic de la présence de personnes étrangères en 1910, juste avant la Première Guerre mondiale, ce qui correspond au moment où la première vague de « globalisation » atteint son apogée. La plupart de ces personnes sont alors de nationalité allemande ou française, deux puissants voisins de la Suisse. Dès l'entre-deux-guerres, dans un contexte d'intégration nationale des élites urbaines et de durcissement des politiques anti-immigration (« lutte contre l'*Überfremdung*»), le pourcentage d'étranger-ère-s au sein des élites diminue et reste en dessous de 10%. Ce taux perdurera jusque dans les années 1990. Avec la

**Graphique 2.2** – Proportion d'étranger·ère·s parmi les élites urbaines par sphère de pouvoir



**Source :** Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

deuxième vague de « globalisation », la présence d'étranger·ère·s augmente significativement pour atteindre 20 % de l'ensemble des élites en 2020. À la même date, entre 35 et 40 % des élites académiques et économiques sont de nationalité étrangère. La forte progression observable dans ces deux sphères est étroitement liée aux stratégies de recrutement des universités (voir **Chapitre 10**), qui valorisent des profils internationaux. Mais nous pouvons aussi attribuer cette progression à l'internationalisation de l'actionnariat et des équipes dirigeantes des grandes entreprises suisses, qui sont de plus en plus actives en dehors des frontières nationales (voir **Chapitre 5**).

Durant cette dernière période, les pays d'origine des élites étrangères sont aussi devenus plus divers, bien que la proportion d'élites d'origine américaine et anglaise demeure significative. Cette dernière dimension

souligne le caractère essentiellement nord-atlantique de la « globalisation » des élites au début du XXI<sup>e</sup> siècle. À l'inverse, la sphère culturelle demeure largement à l'écart de ces évolutions. Les sociétés de beaux-arts restent ainsi des lieux de sociabilité réservés aux élites « autochtones » des trois villes (voir **Chapitre 8**).

La nationalité des élites est aussi liée à leur insertion dans les réseaux de pouvoir. Pendant toute la période étudiée, aucun·e des étranger·ère·s faisant partie des élites urbaines n'est multipositionné·e dans les réseaux locaux. Les étranger·ère·s sont aussi moins présent·e·s dans les réseaux nationaux que les élites urbaines suisses. Le fait que les élites urbaines d'origine étrangère sont largement exclues du noyau des réseaux de pouvoir des trois plus grandes villes suisses indique donc une certaine fermeture de ces réseaux et un fort « entre-soi » des élites autochtones.

L'internationalisation des élites urbaines durant les deux vagues de « globalisation » peut être illustrée par deux figures qui ont marqué l'histoire des deux plus grandes banques suisses. En 1872, des investisseurs suisses, allemands, et autrichiens créent le *Basler Bankverein*, l'ancêtre de la Société de banque suisse (SBS) qui fusionne avec l'Union de banques suisses (UBS) en 1998. Parmi les investisseurs allemands figure Hermann Marcuse (1824-1900), banquier qui a débuté sa carrière à New York, tout en finançant avec du capital allemand des projets ferroviaires nord-américains ainsi que les États nordistes de l'Union pendant la Guerre de Sécession. Membre du premier Conseil d'administration de la *Deutsche Bank*, Marcuse siège jusqu'à sa mort au Conseil d'administration du *Basler Bankverein*. Plus d'un siècle plus tard, en 2007, Brady Dougan (\*1959), banquier de nationalité américaine, devient CEO du Crédit Suisse (CS). Diplômé de l'Université de Chicago, institution phare de la théorie économique néolibérale, Dougan rejoint le CS en 1990, alors que les banquiers zurichois se tournent vers la banque d'investissement par le biais de l'acquisition de la banque new-yorkaise *First Boston*. Dougan reste au CS jusqu'en 2015, dont huit ans comme CEO, incarnant la figure du banquier « *made in Wall Street* » friand de stratégies d'investissements à hauts risques.

## Encadré 2.2 – Les chaînons manquants? Les élites urbaines dans les *Rotary clubs*

Si nous observons une fragmentation progressive des réseaux des élites urbaines dans les villes – et leur véritable effondrement à partir des années 2000 –, cela ne signifie pas pour autant que les espaces où les élites urbaines se rencontrent ont disparu. Les *Rotary clubs* sont des lieux de sociabilité qui ont notamment pour fonction de permettre aux élites locales de se retrouver et de cultiver une forme d'entre-soi. Fondé en 1905 à Chicago, le premier *Rotary club* se présente comme un *service club* et se donne pour but officiel de «*promouvoir la paix et l'entente dans le monde*». La première section suisse du *Rotary* est fondée à Zurich en 1924, tandis que la plupart des autres sections en Suisse voient le jour après 1945. Pour devenir membre, les candidat-e-s – exclusivement des hommes jusqu'en 1989 – doivent en principe être proposé-e-s par un-e membre et accepté-e-s par les autres membres. Ce mécanisme de recrutement par cooptation fait que les *Rotary clubs* restent des lieux de rencontre très sélectifs, réservés aux élites d'une ville ou d'une région.

Il existe six sections du *Rotary* à Bâle, quatre à Genève, et quinze à Zurich. Qu'observons-nous? D'abord nous pouvons nuancer le constat de la fragmentation des réseaux de pouvoir depuis les années 2000. Le nombre d'élites urbaines qui sont «rotariennes» a certes fortement diminué au cours des dernières décennies, mais les *Rotary clubs* demeurent des lieux où se rencontrent des personnes influentes issues de différentes sphères du pouvoir urbain. Par exemple, on compte parmi les douze membres genevois du *Rotary* en 2020 des professeurs d'université (5), des administrateurs d'entreprises horlogères, de parfums et de banques (privées) (5), un député du PLR et un membre du comité de la Fondation Wilsdorf. Dans les *Rotary clubs* des deux villes alémaniques, nous retrouvons une composition similaire avec des représentant-e-s des grandes entreprises, du monde académique, des politicien-ne-s de droite et des représentant-e-s de la culture.

Si les réseaux *formels* sont en train de se dissoudre, les réseaux *informels* des élites urbaines persistent. Même si les élites urbaines des différentes sphères ne prennent plus nécessairement leurs décisions ensemble au sein des organes des principales organisations des villes, on peut supposer que des réseaux informels – tels que ceux du *Rotary* – continuent de jouer un rôle important pour les élites dans l'échange d'information, et l'exercice de l'influence et du pouvoir.

Alors qu'ils ont tous deux marqué de leur empreinte la place financière helvétique, ni Marcuse ni Dougan n'ont occupé d'autre position de pouvoir en Suisse. Quant aux liens qu'ils entretiennent avec les villes, ceux-ci consistent essentiellement en l'exécution de leur mandat au sein d'une banque. Après la Première Guerre mondiale, même une présence des étrangers aux marges des réseaux locaux n'est plus tolérée, et des investisseurs comme Marcuse ou encore des professeurs allemands ne sont plus les bienvenus à la tête des entreprises et des universités des trois villes. Cent ans plus tard, Brady Dougan a servi de bouc émissaire pour expliquer l'échec de la stratégie des élites zurichoises visant à ouvrir de nouveaux champs d'activité à leur vénérable banque.

De manière générale, les élites d'origine étrangère ont rarement été incluses dans les réseaux locaux et nationaux. «L'importation» des cadres étrangers depuis les années 1990 a néanmoins laissé des traces – probablement inattendues pour les élites «autochtones» – dans ces réseaux de pouvoir. La réorientation des universités et des entreprises – et de la promotion économique des villes dans leur ensemble – vers un marché mondial ainsi que le recrutement des professeur·e·s et des dirigeant·e·s disposant de profils internationalisés ont entraîné un déclin des réseaux locaux, tandis que les réseaux internationaux ont gagné en importance. Les réseaux de pouvoir locaux sont donc devenus moins intéressants – à la fois pour les élites étrangères et les élites «autochtones».

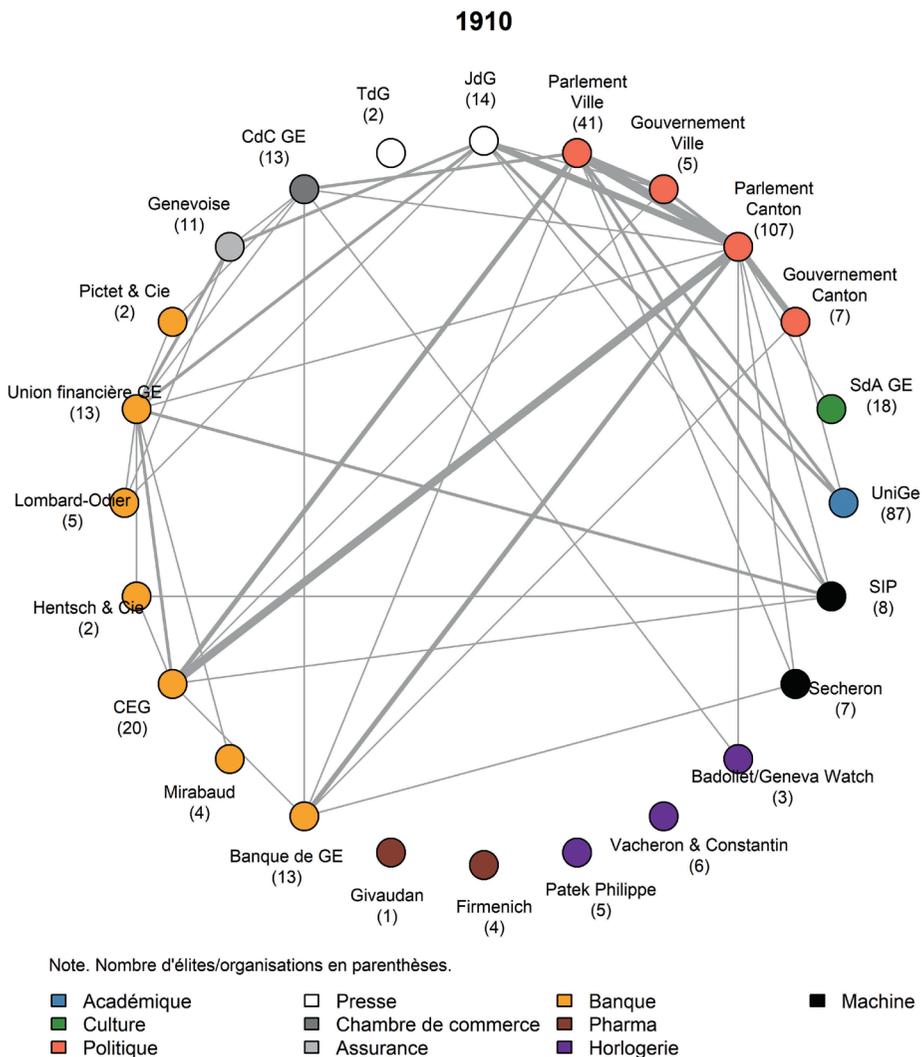
## La perte d'importance des réseaux formels

Trois périodes distinctes caractérisent l'évolution des réseaux de pouvoir à Bâle, Genève et Zurich. Vers 1900, les élites urbaines – et notamment les membres des familles patriciennes (voir **Chapitre 1**) – sont très fortement multipositionnées dans les différentes sphères de pouvoir de leur ville respective. Nous pouvons également observer, durant ces mêmes années, une présence non négligeable de personnes de nationalité étrangère, bien que ces dernières n'appartiennent pas au centre des réseaux de pouvoir locaux. À partir de l'entre-deux-guerres, les élites urbaines des trois villes réinvestissent une partie de leurs

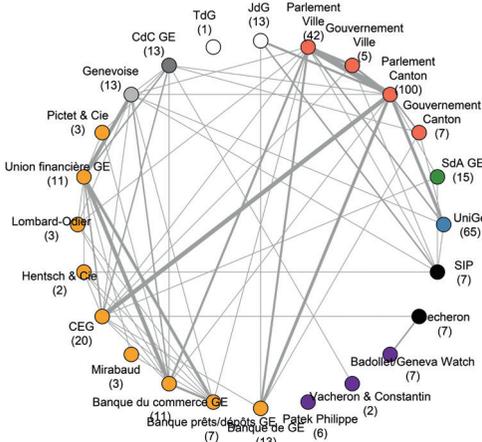
activités à l'échelle nationale. Leurs réseaux deviennent progressivement des réseaux multiniveaux, avec des mandats à la fois à l'échelle locale et au sein d'organisations nationales (associations patronales, armée, Parlement fédéral ou commissions extra-parlementaires). Les élites urbaines deviennent ainsi également des élites *suisse*s. Il faut toutefois souligner que ce processus d'intégration nationale ne se produit pas de manière uniformisée dans les trois villes, les élites genevoises étant moins présentes dans les réseaux nationaux que leurs homologues bâlois et zurichois. Finalement, depuis la fin du <sup>xx</sup>e siècle, nous assistons à une dissolution des réseaux de pouvoir aussi bien dans les villes que sur le plan national. Ce phénomène – lié surtout à la réorientation du monde économique, mais aussi académique, vers l'échelle internationale – va de pair avec une diversification des profils des élites urbaines. Depuis les années 1990, le nombre d'étranger·ère·s – ainsi que le nombre de femmes – parmi ces dernières a augmenté significativement. L'évolution des réseaux de pouvoir des trois villes est donc à la fois liée aux conditions de formation de l'élite suisse durant le <sup>xx</sup>e siècle et à la transformation du profil des élites urbaines.

Que reste-t-il donc aujourd'hui des réseaux locaux d'antan? Même si les liens formels entre les puissantes organisations des trois villes ont largement disparu, cela ne signifie pas que les élites urbaines ne se rencontrent pas ailleurs. Ces lieux peuvent être par exemple des clubs sélectifs, comme le *Rotary* (voir **Encadré 2.2**), ou tout simplement, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, le quartier dans lequel ces élites vivent.

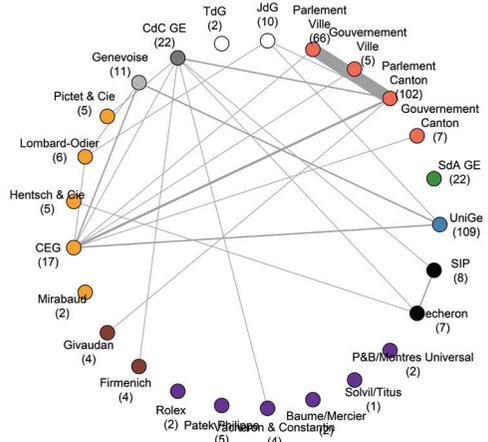
Figure 2.2 – Le réseau des élites genevoises, 1890-2020



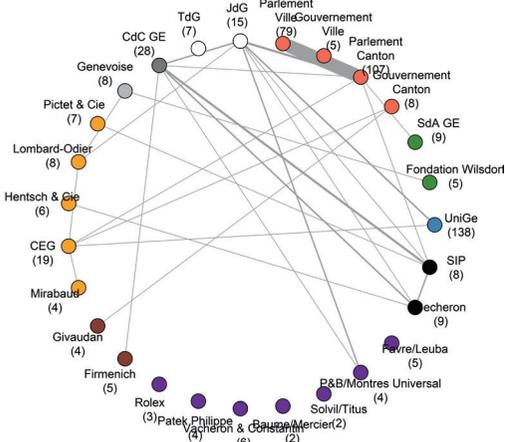
1890



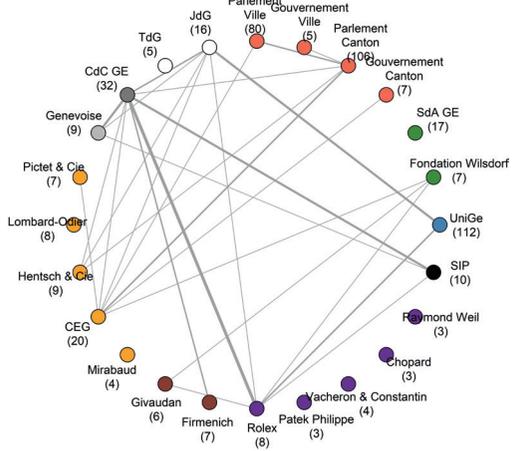
1937



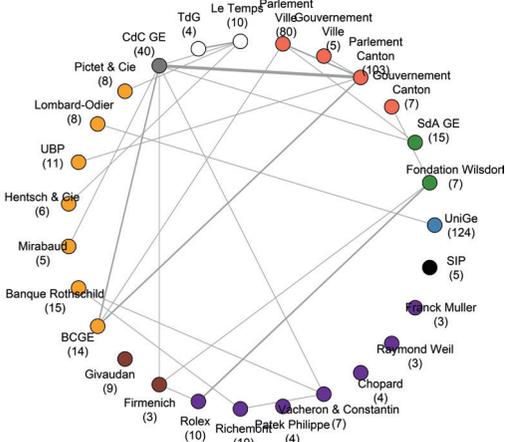
1957



1980



2000



2020

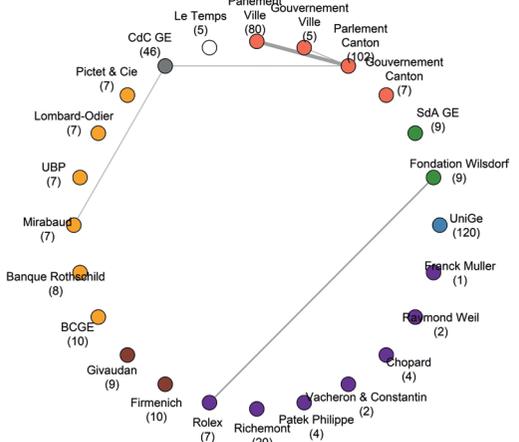
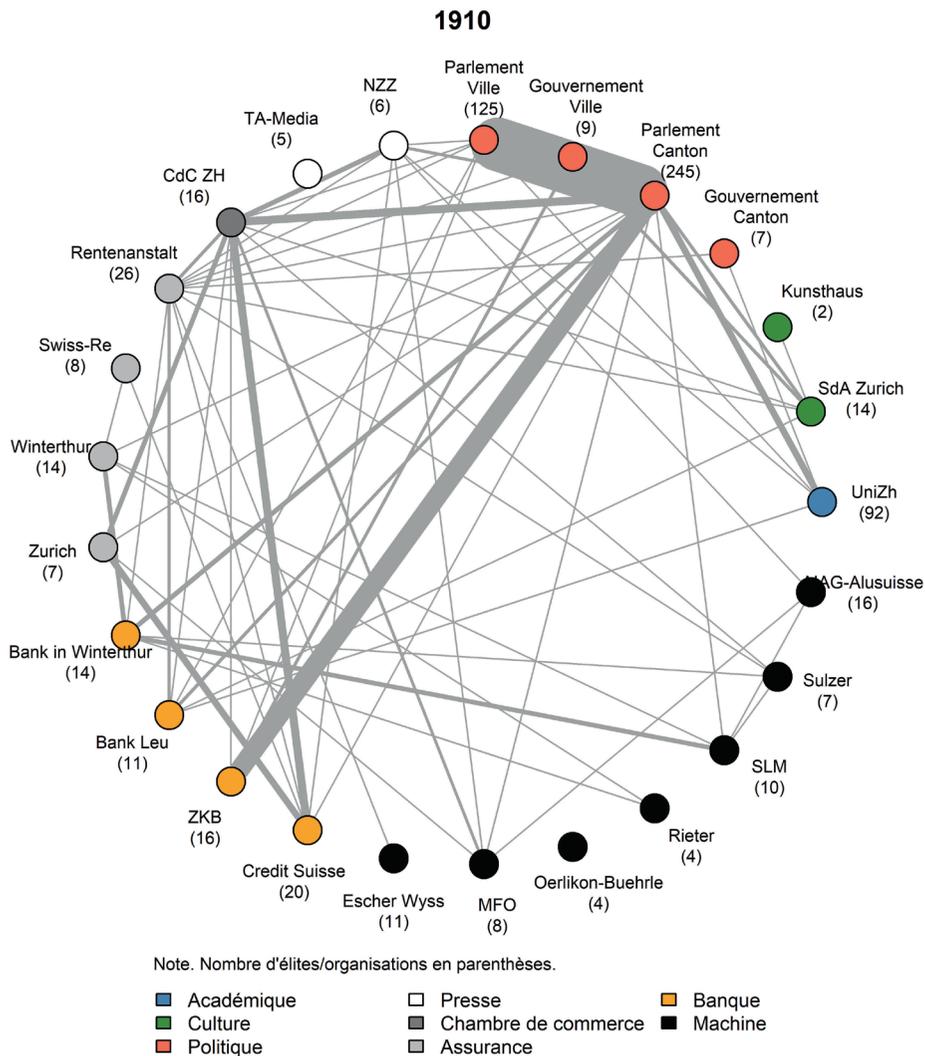
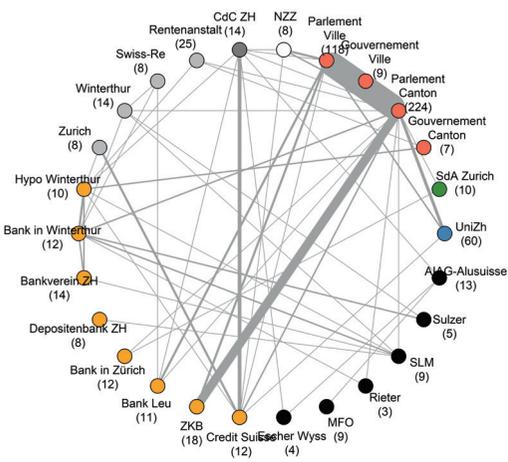


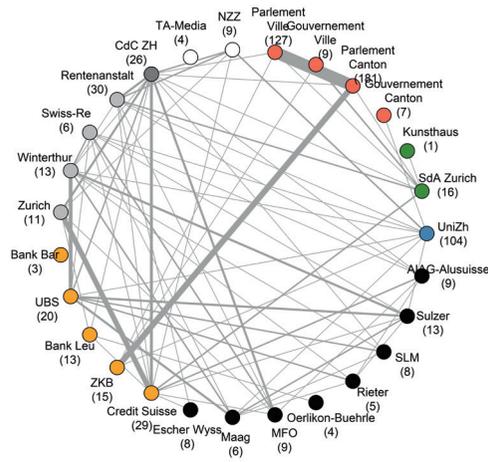
Figure 2.3 – Le réseau des élites zurichoises, 1890-2020



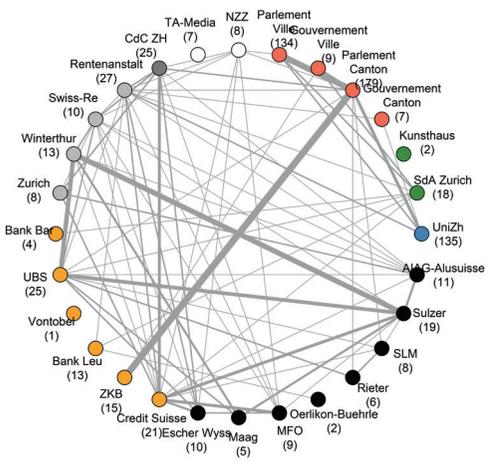
1890



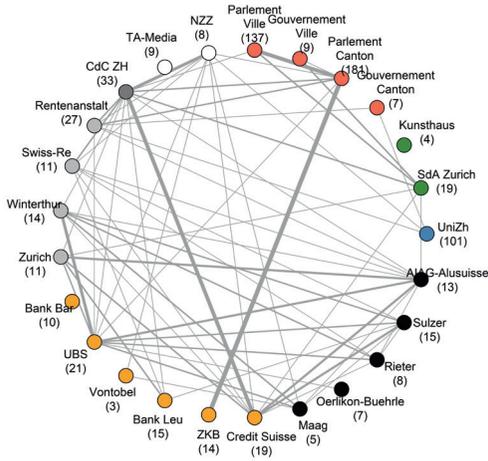
1937



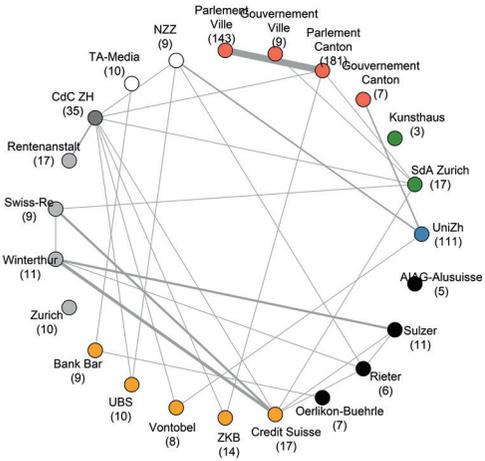
1957



1980



2000



2020

